Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

238 | Avril-Juin 2007

La mondialisation jusqu'aux marges du monde. La pluie ou le beau temps ?

Quel est l'impact de la mondialisation sur le développement local ?

Les échelles paradoxales du développement

Denis Retailé

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/2351>

DOI : 10.4000/com.2351

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2007

Pagination : 167-183

ISBN : 978-2-86781-5

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Denis Retailé, « Quel est l'impact de la mondialisation sur le développement local ? », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 238 | Avril-Juin 2007, mis en ligne le 01 avril 2010, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/com/2351> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/com.2351>

Quel est l'impact de la mondialisation sur le développement local ?

Les échelles paradoxales du développement

Denis RETAILLÉ ¹

Quelles que soient les discussions portant sur le concept de développement (est-ce un concept au demeurant ?), le mot courant recouvre un phénomène bien cerné en pratique, dont seules les voies observées ou proposées divergent tant en ce qui concerne l'explication des faits que les choix à opérer. Pour tous, le développement, c'est d'abord l'augmentation du niveau des ressources disponibles permettant la satisfaction des besoins vitaux puis au-delà si possible, jusqu'au bien-être. Si le productivisme forme un socle commun, il est entendu que la définition et la mesure des besoins vitaux et plus encore celles du bien-être ne peuvent qu'ouvrir la controverse, sans parler des moyens à mettre en œuvre pour y parvenir.

L'obligation de bilan qui commande à la production de connaissance, en deçà donc de possibles options doctrinales – c'est central en matière de développement –, laisse entrevoir un plan d'accord dont la mutation traverse l'ensemble du problème : celui de l'échelle. Le choix des lieux du développement varie avec les options doctrinales, mais une constante s'impose : l'État, jusqu'à ce que le processus complexe désigné sous le nom de mondialisation transforme les références d'échelles quelles que soient lesdites options. En jeu, sont le nationalisme méthodologique dont parle U. Beck (2003) et la définition du lieu, c'est-à-dire l'unité solidaire, qui est oubliée dans le passage au substantif « local » dont personne ne dit rien sinon que c'est la bonne unité désormais. Qu'est-ce donc que le « local » ? Quelle est son échelle ? En a-t-il même une ?

1. Ailleurs, Professeur Université de Rouen ; denis.retaille@univ-rouen.fr

La difficulté à désigner le lieu légitime tient, plus en amont, à la conception de l'espace géographique qui domine la pensée du développement. Très variable chez les géographes, elle l'est beaucoup moins chez les politistes, économistes et sociologues du développement, pour ne pas parler des acteurs directement impliqués sur le terrain, comme on dit, pratiquant ce qu'autrefois j'appelais, non sans humeur, une « petite géographie de savant » en paraphrasant L. Althusser (1967-1974). Là où commençait cette réflexion critique, il apparaissait fortement nécessaire d'éclairer la question du développement sous des jours qui ne s'arrêtent pas aux délimitations et qualifications d'espaces de production par vocation. C'était au Sahel, emblématique du sous-développement à l'époque, poussé jusqu'au drame humanitaire (années 1970). La détresse des hommes placés face à une nature plus que chiche en ressources exploitables justifiait la nécessité de la cause humanitaire, la lutte commune et solidaire contre une nature implacable, et la concurrence pour promouvoir le meilleur chemin vers la félicité : un condensé de malheur pour une concentration de secours concurrents.

Avec le temps, il est apparu que cette question sahélienne n'était pas exceptionnelle et que la confrontation des conceptions de l'espace était pour beaucoup dans le passage à la crise : une crise de la géographie plutôt qu'une crise géographique (Retaillé, 1992). L'espace terrestre est-il d'abord un espace de production ou d'abord un espace de circulation ? La balance était trop simplement exprimée. Il s'y trouvait cependant l'ensemble de la question du développement avec l'espace comme ressource de différents points de vue : l'étendue, les distances maîtrisées, les gisements localisés. Ce que l'on retrouve aujourd'hui dans les problématiques de la mondialisation, territoires ou réseaux, localisation-délocalisation, mutations de l'avantage comparatif, etc. Au total, on remarque que Turgot déjà se posait la même question et proposait d'effacer les limites. Cela nous oblige à revenir à la question de l'échelle : sans limites, pas de circonscriptions, pas d'étendues finies qualifiables et mesurables, pas d'échelle pour le lieu. Tout cela doit être précisé en restant dans le domaine de la géographie, mais on voudra bien que cela entraîne aussi économie et sociologie par la définition de divers agrégats dont celui, rien moins, de « société » (Olivier de Sardan, 1995). Il ne peut exister d'identité essentielle, fût-ce par le « territoire » qui n'est qu'une circonstance d'association plus ou moins voulue et maîtrisée. Il faudra faire droit à ce qui relève du politique, du culturel et du social (sociétal) dans la constitution d'entités naturalisées par référence à la terre.

I – Espace de production : espace de circulation

Depuis l'hominisation prise comme départ en rupture, jusqu'à notre époque, l'idée de civilisation (ou de culture) recouvre celle du progrès matériel par quoi l'on juge, selon nos critères « modernes », les étapes franchies dans un seul sens : la libération des contraintes de la nature par son anthropisation d'abord, puis son humanisation (Berque, 1999), sauf quelques accidents bien sûr.

1 – Deux formes de la limite

Les grandes ruptures démographiques qui ont élevé le niveau du peuplement de la planète sont toutes en relation avec des sauts techniques majeurs, dont le dernier, seul, échappe à l'activité de production : celui des techniques anti-mortelles. Avant cela, et qu'il s'agisse du néolithique ou de la révolution industrielle, l'augmentation significative des ressources mobilisables et, par voie de conséquence, des besoins couverts, ont permis une humanisation de la terre au point que l'histoire de sa nature est devenue une histoire humaine (Moscovici, 1977). Mais on oublie souvent que ces sauts « techniques » relevant de la « culture » sont aussi accompagnés de mutations décisives dans la capacité à circuler. Il relève de la doctrine de choisir par quoi débute les processus : la culture qui comprend tout, les organisations sociale et politique, la démographie. Même un basculement comme la révolution industrielle, pourtant bien informée, prête à discussion et aujourd'hui, *a fortiori*, le processus de mondialisation reste énigmatique du point de vue de la connaissance théorique de ses fondements. C'est que le développement n'est pas que maîtrise des éléments comme l'on disait, c'est aussi celle de la distance ou de l'espace qui transforme dans un autre sens l'idée de limite. Des limites écologiques on passe ainsi aux limites écouménaes, ce qui n'est pas du tout la même chose. Ce dernier domaine échappe aux sciences descriptives pour repartir du côté de l'ontologie voire de la métaphysique au plus loin, du côté des opérations phénoménologiques de la conscience si l'on veut rester sur le versant raisonnable d'une telle investigation. Pour ce qui nous concerne ici, ce sera la conscience de l'espace et des lieux de l'unité qu'ils peuvent constituer, des solidarités mécaniques et organiques qui les dessinent et les désignent. En quoi cela a-t-il à voir avec le développement ? Cela se justifie.

S'il est question d'affranchissement de la nature, encore faut-il savoir où l'on en place les limites vers le dehors (c'est assez facile), mais vers le dedans, c'est beaucoup moins établi. Car depuis que l'hominisation a instauré qu'il était une limite, l'appropriation en a établi quelques-unes, concrètement, qui ont transformé la question de l'espace et de la distance. Entre la limite comme limitation au développement (question de capacité) et la limite comme borne

à la circulation (question de liberté), le recouvrement est certain et pourtant, dans la manière d'être avec les autres et avec cet Autre devenu la Nature, se trouve engagé un combat de conception qui relève de la définition de l'humanité même (Legros, 1990).

2 – Le différentialisme

La combinaison de ces deux formes de limites instaure ce que nous pourrions appeler la « différence » (Lefebvre, 1970). À partir du moment où une portion de l'espace terrestre se trouve enclose d'une quelconque façon, une absolutisation de ses caractères la définit doublement comme monde et comme ressource. La variété potentielle des lieux peut alors s'exprimer et les trajets divergents de leurs habitants instituer des inégalités non hiérarchisées tant que le contact n'est pas établi ou seulement de manière marginale. Cette inégalité ne peut être rachetée (Rebour, 2000) que par le mouvement, ce dont témoignent le nomadisme d'abord puis le commerce. Les hiérarchies de lieu qui en résultent et la capacité à les intégrer est une affaire humaine. À partir de là les doctrines divergent. Soit le mouvement permet d'égaliser les conditions (la doctrine de l'avantage comparatif par exemple) ; soit le maintien de l'inégalité est la condition même du développement de certains au détriment d'autres parce que les ressources exploitables (y compris en terme d'étendue) ne sont pas infinies quand le monde reprend la dimension de la terre et que l'horizon se ferme.

Au centre de cet enjeu de fait et de choix, il y a donc le mouvement. La géographie classique avait, on le sait, privilégié le rapport technique des hommes à leur milieu et non pas à l'espace (Desmarais et Ritchot, 2000). Les géographies nouvelles, spatialistes, en ont conservé l'axiomatique et tout spécialement le point qu'en un seul lieu, il n'y a qu'une seule chose. Les mouvements ne sont alors que des diffusions, des conquêtes, des échanges. En un mot la « géographie » comme état du monde est fixée dans la différence et ses objets sont ancrés (localisés). Ces idées très générales, et partagées au-delà de la profession de géographe, résultent d'un investissement fort de valeurs anthropologiques dans la terre qui prend alors le sens métaphorique du sol de l'enracinement. Il ne semble pas possible qu'un investissement de valeurs anthropologiques puisse viser le mouvement, sinon de manière résiduelle comme dans le cas du nomadisme. On sait que pour certaines catégories hyper-modernes de « citoyens du monde », le nomadisme fait retour, mais il est lui aussi métaphorique. Le mouvement va plus loin ou plus profond, ontologiquement parlant, mais il faudrait qu'un Berque prenne le problème à bras le corps.

Si nous reprenons notre parcours génétique de l'espace géographique, l'approche différentialiste pose d'abord une indifférence de la même manière

qu'une indifférence humanité/nature. L'hominisation qui institue la première différence fondamentale, où que se place la limite homme/nature et quelle que soit la nature « culturelle » de la relation entre les deux, absolutise le monde en le fermant. L'ancrage dans le lieu, le terroir, le territoire en est le résultat comme cette association si évidente, en apparence, de l'identité individuelle ou collective et des lieux désormais fixés, nommés. L'espace qui est une catégorie de pensée plutôt moderne et « occidentale » (Berque, 1999) devient une ressource à partir de quoi peut s'engager le processus de développement par exploitation différenciée (les fameuses vocations), par mutation technique, y compris les techniques sociales d'encadrement. Il n'y a pas loin à considérer qu'alors, aux différences « naturelles » s'ajoutent ou peuvent s'ajouter des variantes culturelles et pourquoi pas des génies, le tout sous la forme de l'esprit des lieux par exemple.

II – Le contrat social, le territoire, l'État, le marché

C'est un peu ce qui se trouve implicitement dans le « contrat social ». Si nous suivons Rousseau dans sa recherche sur l'identité collective et le corps politique qu'elle se donne pour assurer sa survie et son équilibre, on trouvera vite comment la fiction historique du contrat est basculée dans la réalité de la terre : à la fois territoire et ressource, avec l'agriculture comme travail.

1 – L'espace du contrat ²

C'est au dernier chapitre du premier livre du « Contrat social », significativement titré : *Du domaine réel*, que Rousseau aborde la base géographique de la communauté liée : la propriété qui est le droit du premier occupant dans les limites de sa capacité de travail et de culture. Il s'agit bien de terres agricoles, et le passage au corps collectif, politique, fait de l'État un territoire à forme de terroir. La distance, la diversité des climats nuisent cependant à l'unité du corps collectif : il faut donc trouver le point d'équilibre entre l'extension de la puissance et la dispersion qui pourrait conduire à la sédition. Le corps politique se mesure donc de deux manières : par l'étendue du territoire et par le nombre du peuple en tenant compte de la grande variété des conditions qui poussent à l'étalement ou au resserrement. Rousseau précise au passage que les conditions de l'équilibre sont rarement constituées, même en Europe, sauf en Corse et encore (!) : il faudrait que « les rapports naturels et les lois tombent de concert sur les mêmes points ». Le début du livre II conforte une conception du territoire ancré dans la nature terrestre et socialisé par le Peuple

2. Ce paragraphe est l'original d'une communication présentée au colloque « Identités et espaces » (Reims, novembre 2006), qui avait été très allégée pour la publication des actes.

(corps politique), dont l'État est l'expression passive, et le souverain l'expression active. Entre les deux, il y a le gouvernement et, « la liberté n'étant le fruit de tous les climats », il n'en existe pas de forme universelle possible du fait, d'une part, de la diversité des rendements et, d'autre part, de la distance au producteur d'excédent nécessaire à l'existence de l'État : la démocratie ne conviendrait alors qu'aux États petits et pauvres. Passons sur la suite qui relève de la théorie des climats pour en rester aux conditions du contrat : la richesse de la terre et la distance. Nous trouvons là les deux lignes de la géographie qui fondent l'explication de la société dans ses limites, et ce que l'on appelle aujourd'hui démographie en est la seule mesure puisque les qualités morales ne peuvent y être soumises (Rousseau, 1762).

Tout cela fait que le « contrat social » est déterminé par la nature de l'acte qui n'est pas « historique » mais exprime les conditions de possibilité de la volonté générale (ce sont tous les chapitres sur la souveraineté et le gouvernement) comme inverse de l'esclavage dans ses différentes formes et par surcroît délimité par un nombre optimum qui tient de l'équilibre entre démographie et territoire. C'est là que se cache la racine anthropologique implicite. Et c'est par là aussi que Marshall Sahlins a pu trouver, chez Hobbes, une définition du contrat social proche du don, de la même manière que M. Mauss l'avait fait, en partant, semble-t-il, du Rousseau de « l'origine de l'inégalité » (Sahlins, 1976 ; Hobbes, 1651 ; Mauss, 1923 ; Rousseau, 1755). Elle donne à l'État et singulièrement à l'État providence et à la fonction politique de manière plus générale, une place structurale première dans le contrat qui n'est pas vu comme évolution du « contrat » privé et limité, mais bien constitutif de la société et sans cesse actualisé comme par un vaste « potlatch ». Le placement de l'individu par-delà les simples associations civiles se fait dans un système de « prestations totales ». Mieux même, on peut dire que ce que les libéraux appellent la « société civile » ne peut avoir d'existence qu'à la condition de l'État, donc du dépassement de l'état de guerre et du passage à l'ordre selon notre formulation. On peut encore pousser jusqu'à la réfutation d'un état de nature qui porterait en germe l'ordre humain. C'est plutôt l'arrachement à l'état de nature qui le permet, l'entrée d'emblée dans le « contrat social » qui est la condition de stabilité des contrats privés. Ce passage-là est un « don » qui ne peut être que passé ou présent et n'assure donc pas la pérennité de l'échange dans le futur. Seul le contrat l'assure, et c'est là que les deux se séparent : le don fait signe vers la fondation alors que le contrat fait signe vers la durée et, au-delà, vers la pérennité par la convention qui encadre une morale installée, une « culture ». C'est cette morale qui rend possible la « prestation totale » bien que dissymétrique à travers le souverain qui peut seul réclamer le sacrifice plaçant tous les « contractants » à égalité.

Cette égalité sous le souverain fait de l'espace du contrat social un espace topographique, continu, égal à lui-même en tout point (voir la définition du

département par la constituante française contre les privilèges de lieux et de personnes), limité par la frontière qui est celle de la convention. Dans l'espace du politique, la convention fixe les lieux, donnant un statut juridique aux hommes par le sol : égal. C'est cette limite qui a poussé Kant à une autre forme de dépassement de l'état de nature. S'il est bien réalisé à l'intérieur de l'État, il ne l'est pas entre États ni pour les hommes en déplacement. Le projet de paix perpétuelle ressemble à une extension de la convention par-delà les frontières sans passer pour autant par le contrat comme don total (Kant, 1795). Cette absence de la base anthropologique pose problème dans la configuration dite de mondialisation, que certains tentent de reconstruire par des formules du type « contrat naturel » en prenant la limite écologique globale comme frontière d'exercice de la liberté et de la volonté humaine (Serres, 1990). À cela près que l'espace global n'a pas la même forme que l'espace topographique limité de l'État territorialisé sous la forme d'un terroir : il n'est pas politiquement fermé et se présente plutôt sous la forme d'un « rhizome », un réseau non hiérarchisé (Deleuze et Guattari, 1980). Serait-ce la structure de l'espace mobile ?

2 – Le territoire de l'État est un lieu

La fiction anthropologique du contrat est la condition de l'unité de l'État mais aussi de son universalité : universalité dans la différence. L'universalité de la fiction politique géopolitise le rapport à la terre qu'entretiennent les sociétés dans leur variété. Elles se trouvent placées sur un même plan et dans une même forme qui fait jouer la puissance en premier lieu, à quoi a pu correspondre une conception du développement : l'augmentation de la puissance par l'expansion territoriale. Accompagnée d'une intégration hiérarchique donc de transferts de ressources, cela ressemble à de l'accumulation, base d'un possible décollage. L'histoire géopolitique du monde qui est très terrienne, pourrait alors décrire à la fois le développement et son inégalité, mais pas l'expliquer : il faudrait voir à ne pas confondre le phénomène et l'objet sur lequel il porte. Cet objet, c'est l'espace mis en forme par l'État dans son universalité.

Pour aborder concrètement l'État qui est d'abord un système institutionnel, le territoire est toujours appelé à la preuve de l'existence : pas d'État sans territoire pense-t-on, ni reconnaissance de la contiguïté (voir la question palestinienne). La forme spatiale appelée « territoire » présente donc deux propriétés nécessaires : l'exhaustivité et l'exclusivité (Durand, Lévy et Retailé, 1992). Par exhaustivité, on entend que la fiction du contrat aboutit à délimiter une souveraineté qui unifie la totalité du corps social et politique ; par exclusivité, on entend que cette souveraineté ne peut être déléguée au risque de voir éclater ce même corps social et politique. À la souveraineté se trouve associée la légitimité qui ne peut être qu'une affaire intérieure. Évidemment

le monde contemporain, mais l'histoire qui y conduit de la même manière, ne se cale pas exactement dans le modèle. L'important c'est que le modèle existe et serve de référent.

Quels sont les équivalents spatiaux de ces fictions ? Alors que le territoire, par sa matérialité, permet la « naturalisation » de l'État, son étendue et sa limite résultent d'un rapport comme Rousseau le décrit dans le contrat : un équilibre d'ailleurs jamais réellement atteint (même pas en Corse donc [*sic*]). Mais là n'est pas l'essentiel, car ce serait encore une fois confondre le phénomène puissance d'expansion et l'objet territoire. Qu'est donc au fond le territoire de l'État ? La double propriété de l'exhaustivité et de l'exclusivité, si l'on pousse les ressorts de l'axiomatique géographique « sédentaire » jusqu'au bout, en fait un lieu : celui de l'ancrage pour l'identité, et un terroir, un espace de production. Qu'est-ce qu'une société ? C'est une population vivant sur un territoire dont elle exploite « collectivement » les ressources, selon une organisation sociale du travail dont les inégalités sont légitimées par un accord politique.

La différence interne à l'État, à la société, au territoire est ainsi dépassée quels que soient les mécanismes de redistribution verticaux entre les strates de la société et horizontaux entre les lieux du Lieu. Cette fiction a permis la mesure d'agrégats comme le Produit National Brut (PNB) puis mieux le Produit Intérieur Brut (PIB) pour les plus grossiers, jusqu'aux plus élaborés comme l'Indice de Développement Humain (Idh), etc. Le développement est encore mesuré ainsi, de manière longitudinale en suivant le même État (la moyenne de la totalité) ou transversale en comparant les moyennes des États.

De tout cela il ressort que le lieu est une étendue et que le choix des lieux du développement, lorsqu'il arrive que l'action politique s'empare du thème et provoque des interventions pour une raison ou pour une autre³, relève de l'exploitation rationnelle des ressources localisées dans cette étendue. Cela conduit au découpage, à la vocation : planification et marché se rejoignent de ce point de vue. Mais si le développement c'est la maîtrise de l'espace par remplissage jusqu'à l'exhaustivité qui est atteinte en même temps que la contiguïté, et à partir de quoi l'investissement doit porter « verticalement » par intensification et rationalisation de l'exploitation des ressources, l'objet du développement est bien le lieu ancré. Nous sommes là dans la plus pure tradition sédentaire qui s'accommode mal, sinon par d'autres fictions, de la forme d'association qui relie ces lieux sous le nom de marché. L'État est une fiction, soit, mais ancrée anthropologiquement et concrètement représentée, y compris par des individus ; le marché, quant à lui, est présenté comme un mécanisme sans sujet, une pure abstraction mais une réalité qui s'impose de

3. Ce n'est pas le sujet ici, qu'il s'agisse d'aménagement de territoire ou d'aide au développement. Pour le premier, on pourra se reporter à l'article de Christel Alvergne dans ce même numéro des *Cahiers d'Outre-Mer*.

soi. On remarquera que le spatialisme qui a pris le relais dans le traitement de la différenciation géographique est fondé sur la même idée. Dans tous les cas une contradiction se réveille : par où qu'il passe, le développement est un mouvement que le « marché » intègre alors que la discontinuité fondamentale de l'espace, « rachetée » par l'État et l'emboîtement des échelles permettant l'agrégation progressive des lieux aux lieux, sont fondés sur l'ancrage. C'est la définition même du lieu qui est en cause et notre géographie de sédentaires qui ne prend en compte que l'investissement des valeurs anthropologiques dans la terre « foncière » est entraînée dans la même critique.

III – La circonstance de lieu, le croisement, la ville

Au premier abord, et ce serait évidence d'expérience, l'espace géographique du développement se présente comme une série de lieux topographiquement ou topologiquement reliés, agrégés en unités plus vastes, jusqu'à constituer la terre dans ses limites où l'on retrouve le rapport écologique de départ. Ces mondes et ce Monde sont finis. On sait tous les débats qui ont suivi les années soixante-dix sur la question, la révision de l'idée et des voies du développement. Encore une fois, ce n'est pas le sujet qui nous retient bien que ce soit son cadre problématique. Restons à l'espace géographique et à ses formes.

Dans l'histoire du développement comme elle est le plus généralement reconstituée, la base commune est l'histoire de la civilisation. Même moralement irréprochable comme la propose Condorcet (1795), il s'agit bien de cela et le premier grand pas après l'homínisation peut être placé à la révolution néolithique. Le nomadisme devient alors résiduel par principe, appelé à disparaître. C'est presque fait et quand même le mouvement spontané de sédentarisation ne se serait pas produit, les États, par nature sédentaires, y ont fortement contribué plus ou moins autoritairement. C'est connu et admis : d'ailleurs c'était pour le bien des nomades eux-mêmes, leur « développement ».

C'est pourtant chez les nomades résiduels ou non qu'on peut apercevoir encore concrètement les effets que peuvent avoir des investissements de valeurs anthropologiques profondes dans le mouvement (et non plus l'ancrage) sur la structuration de l'espace et, partant, sur le processus de développement comme maîtrise et exploitation de cet espace. Augustin Berque, dans *Ecoumène toujours* (1999), rappelle l'absolutisation de l'espace comme étendue qui a présidé au développement des formes modernes de la géographie et plus loin encore à la manière de « vivre l'espace ». La manière nomade est une invitation à quelques révisions de nos paradigmes, y compris le paradigme ontologique que développe Berque.

1 – L'espace est vide

Si le mot existait comme nous le transférons, l'espace nomade serait un vide ou plus exactement une constellation. Pour l'exprimer avec des références terrestres, il faut user de deux prédicats que sont la distance et l'horizon. En deçà de l'horizon qui n'a pas de bord, la distance relie, alors que nous pensons, au contraire, que la distance sépare (Zumthor, 1993). C'est que dans une géographie sédentaire, la distance est un obstacle, ce qu'elle n'est pas vraiment dans une conception nomade (ou alors seulement pour les nomades résiduels ou les pasteurs qui sont en fait des « sédentaires » liés à l'exploitation de ressources fortement localisées).

Cette « constellation » est par ailleurs « clignotante » : les points qui la forment à distance ne sont pas tous visibles au même moment, (contrairement aux lieux de Lieu dans l'État). Dans l'espace nomade, le temps est une composante majeure de la distance (la durée de marche) mais plus encore de l'horizon (c'est le temps qui relie des sites matériellement éloignés les uns des autres mais qui, réunis, forment un lieu). Il faut s'expliquer pour s'écarter un peu des réflexes sédentaires.

La libération de la terre suppose que des ressources connues et localisées soient accessibles à tout moment et sans contrainte. Pour cela il faut la course et la guerre de prédation ou l'existence de sédentaires (paysans) et nomades résiduels (pasteurs) soumis hiérarchiquement même en l'absence du « maître » nomade. La razzia ou l'impôt est assez aléatoire et il faut bien admettre que nous ne savons pas définir définitivement le caractère erratique de ces mouvements (c'est un peu comme les ondes de Bourse, plus on les explique moins on les prévient). L'espace ou ce que nous appelons ainsi est transparent mais la transparence est réservée à la perception nomade. Cette différence fondamentale structure l'espace dans une forme qui est indifférente pour les uns, très fortement différenciée pour les autres. C'est la structure indifférente qui nous retient.

Que peuvent être les lieux de ce point de vue, si la mobilité et la disponibilité (le dépassement de l'interdit de propriété que désigne la géographie structurale de Desmarais, Ritchot et autres...) rendent tous les sites « possibles ». Il faut dans un premier temps admettre qu'il existe un écart de signification entre le site et le lieu. Dans cette sorte d'espace, si le nombre des sites est fini comme dans la géographie sédentaire de l'agrégation, le nombre des lieux est indéfini du fait des combinaisons temporelles changeantes. Pour le comprendre, il faut transformer le sens du lieu qui, de concentration de l'investissement des valeurs anthropologiques doit devenir simple circonstance. Si l'on peut dire simple. Dans l'espace vide ou plus exactement réduit aux prédicats de la **distance** en deçà de l'**horizon** qui est lui-même fuyant, le lieu n'a pas de substance en propre. Il faut que se croisent des trajets (au sens de

Berque comme au sens banal du carrefour) pour qu'il se réalise, et encore, de manière éphémère. L'annulation des distances au sens matériel physique et l'entrée en corrélation réciproque de la variété culturelle, sociale, politique, économique qui peut s'ensuivre, créent le lieu. Et ce n'est pas là une fiction comme l'entretiennent les valeurs anthropologiques sédentaires. Il y a bien confrontation, négociation, même inégale cela va de soi, mais le lieu n'est pas ce masque de l'unité par on ne sait quel génie de la patrie. Le lieu comme circonstance de l'espace mobile n'a pas de valeur ontologique ; c'est le mouvement qui le porte.

2 – L'espace est mobile

Le niveau de difficulté s'accroît et il faut pourtant revenir à la question du développement. Nous avons vu que le développement consistait principalement, dans sa version commune, en un affranchissement de la nature : la civilisation pour commencer, surtout la civilisation matérielle pour finir. Mais il faudra revenir à l'arrachement de la nature et à la nature politique de l'humanité (pas seulement de l'homme). Passer par l'espace ne constitue pas un détour.

Comment le problème se pose-t-il ? L'investissement des valeurs anthropologiques profondes dans le lieu de l'identité conduit au découpage. Lorsque les anciens envisagent le passage à l'humanité et au règlement négocié de la confrontation entre les familles (et non pas entre les individus, la famille étant considérée comme le groupe « naturel »), tant la République de Platon que la Politique d'Aristote nous disent qu'il existe une limite que reprend beaucoup plus tard le contrat social. Cette limite c'est la Cité et ses « murs » (les lois) qui devient campagne et territoire avec l'optimum de population comme corollaire. Ce que l'on retrouve encore chez Rousseau. Nous retrouvons-là la limite au sens double, moral et matériel. Ce monde de sédentaires est un monde de la guerre si l'idéal démographique stationnaire est transgressé. Or la tension de puissance conduit fatalement à cette transgression : c'est une question de survie ; c'est une question de développement que l'Empire symbolise. Finalement, l'État ressemble à un entre deux : Cité-Empire-État.

Mais l'histoire de l'espace du politique nous propose une autre piste qui n'a pas connu la postérité du fait de la victoire universelle de l'État. La Cité-État, dégagée de l'impératif territorial ou le réduisant au minimum, fait signe vers le mouvement plutôt que vers la frontière. Venise a refusé d'assumer l'Empire byzantin pour préserver sa capacité de projection, son développement plutôt que sa puissance. L'espace de Venise, c'est le monde potentiellement, qui clignote place par place et jamais toutes en même temps, selon les pas de temps de la circulation de l'information du moment (xiv^e-xv^e siècles). La Cité est devenue réellement monde en ce sens qu'elle est à la dimension du

monde connu sans que pèse le poids du territoire. S'il avait fallu remplir les intervalles de l'espace de Venise, l'épuisement serait vite arrivé. Il en va de même de l'espace nomade. Il en va de même de l'espace du développement. Il en va encore de même de l'espace mondialisé comme l'on dit aujourd'hui.

Quelles sont les propriétés de cette forme d'espace ? Il avait été assez facile de définir celle du territoire de l'État : exhaustivité et exclusivité. Leur pendant peut-il se trouver par opposition structurale dans l'espace du mouvement ? À la première s'opposerait la territorialité inachevée ; à la seconde la possibilité de plusieurs lieux attachés à un seul site. Encore une fois, l'axiomatique de notre géographie doit être écornée.

La territorialité inachevée désigne, dans l'espace mobile, l'incomplétude du lien d'identité entre société (ou individu) et espace terrestre. Selon la circonstance (le lieu, le système de la corrélation réciproque éphémère), des liens s'établissent qui font tenir ensemble des « trajets » et non des positions. Il peut alors être évalué que cette circonstance mérite un investissement en commodité (un port, un pont, un puits, une « ville »). Toutes constructions matérielles donc fixées qui résultent de la mobilité et non qui la provoquent par différence de potentiel. Le mouvement est d'abord, puis le croisement, enfin l'étape du croisement : le lieu.

Par le lieu qui n'a pas d'existence première et encore moins primordiale, l'espace est mobile et non primordialement et définitivement fixé dans la terre. L'espace géographique n'est pas l'espace terrestre, on le savait déjà. Mais il n'est pas non plus un référentiel neutre, support de la mesure. S'il reste un repère méthodologique pour le géographe, il est, pour l'habitant du vent, la condition de possibilité du développement, c'est-à-dire de sa réalisation. Les hommes ne sont pas, comme des plantes, destinés à rester enracinés là où ils sont nés. Mais ils aiment le confort et poser (pauser). Même les nomades aspirent à l'oasis et au jardin. La ville est la combinaison du mouvement et du croisement pour un arrêt, Ibn Khaldun (1378, III) l'a déjà dit. C'est là que se produit le développement comme la « civilisation » d'ailleurs.

IV – Le développement

Même en nous en tenant aux systèmes de mesures en vigueur qui rabattent le problème du développement à la satisfaction des besoins matériels, il n'est pas encore apparu que la réussite passait par l'augmentation des ressources disponibles en rationalisant l'exploitation de la terre ni même, mieux, par son égalisation et son partage. Certains diront que tant que le gaspillage est possible par un rapport de force orienté vers la satisfaction d'une minorité au détriment d'une majorité d'exploités, cela s'explique. Ce n'est sans doute pas suffisant. Car dans des situations d'inégalité forte et d'exploitation, le développement

dont il est question et qui reste productiviste, présente des allures assez différentes des modèles ou autres voies. Il est lui-même socialement ou « localement » différencié. Cela fait inmanquablement penser au grand désir de se trouver « mondialisé » qu'on entend, exprimé ici ou là, dans les marges du monde (le sous-développement).

1 – Sahel

Revenons à notre Sahel de départ où, on l'a compris, les figures du nomade et du sédentaire ont pu prendre corps dans le raisonnement qui précède. Il y est question de développement depuis des décennies (avant même la décolonisation et l'invention du concept de « sous-développement », Rist, 1996). La sécheresse des années 1970, et son traitement politique, économique, technique, humanitaire, est bien sûr vue sous l'angle « sédentaire » et même paysan. Investir dans le foncier, provoquer une récupération des moyens de production (agricole), stabiliser au plus haut niveau possible cette production. Les images d'animaux morts y aidant, il paraît évident que le pastoralisme nomade est condamné, que les associations lâches pasteurs-paysans ne sont que des facteurs de troubles au long d'un « front » agricole et pastoral impossible à maîtriser. Sédentariser donc, capter l'eau, irriguer, produire pour assurer l'auto-subsistance alimentaire. En résumé, c'est la première étape du développement.

Que s'est-il produit pendant les deux décennies qui ont suivi ? Selon des échelles d'approche et de programmation très différentes de la part de grands organismes agissant en partenariat avec les États intermédiaires ou de la part des ONG ensuite, intervenant toujours en collaboration avec les mêmes États, mais devenant « dominantes » doctrinalement à partir du milieu des années 1980, produire et organiser la production sont restés les axes majeurs. On n'a quasiment jamais pensé à la circulation. Dans l'ordre pratique, il s'agit d'une déficience assez incroyable des divers plans, vite compensée par des mots d'ordre portant sur le désenclavement. Mais la circulation n'est pas qu'une affaire technique, pas plus que la production d'ailleurs. Du côté de la production, des grands casiers irrigués aux cultures de jardins de contre-saison, tout tourne autour de l'eau. On sait faire, même en milieu semi-aride. Il suffit de forer. Passons sur le problème de la réalimentation. Provisoirement au moins il est possible de produire plus.

Avec les problèmes de maintenance commencent à paraître d'autres sujets de préoccupation. Comment assurer la pérennité des dispositifs mis en place ? Il faudrait persuader la société locale que c'est la bonne voie pour le développement, mais les réponses ne sont jamais tout à fait ce qu'on attend (Olivier de Sardan, 1995). Il faudrait un accord sur le développement lui-même. Les pompes s'arrêtent, les nomades sédentarisés quittent les jardins, les paysans

quittent la campagne, les villes enflent. Dans le schéma de l'espace de production, de l'investissement des valeurs dans la terre, c'est la catastrophe. Au lieu de cela, plus la ville grandit et plus les cultures vivrières commerciales prennent de l'importance, plus la mobilité est grande et plus les familles sont dispersées, plus le réseau tient une pluralité de lieux et entretient des liens multiples. La mobilité assure une autre voie du développement qui ne passe pas par le productivisme programmé.

C'est qu'entre-temps, il a été possible d'évaluer que l'investissement foncier, l'établissement définitif, la croissance locale enfermée n'étaient que des pièges (Retaillé, 1992). Le développement et la survie pour le coup ne passaient pas par la reproduction d'un trajet historique de l'humanité dont on commence à voir qu'il n'est justement qu'une histoire ou un moment dans l'histoire.

2 – Sédentarité et mobilité

Pendant une grosse décennie, les jeunes chercheurs travaillant sous l'autorité de J. Gallais ont quadrillé la question de la sédentarité *vs.* la mobilité au Sahel passant progressivement d'une conception de l'affrontement de « genres de vie » le long d'une isohyète insaisissable à la conception de la mobilité généralisée, dont le gradient était social à partir de polarité « culturelle », sédentaire et nomade donc. Le genre de vie vole en éclat quand on saisit que les sédentaires sont majoritaires chez les nomades et que les sédentaires qui « réussissent » sont « mobiles ». La question doit alors être reprise non plus sous l'angle du milieu mais sous l'angle de l'espace.

Nous retrouvons espace de production et espace de circulation. Cela ne désigne plus les portions concrètes de la surface disponible mais la conception gouvernant le dispositif général. Une remarque inconfortable est nécessaire pour commencer. Au Niger, la famine « consécutive à la sécheresse » a pris fin lorsque les militaires ont pris le pouvoir en 1974 et utilisé leur logistique pour assurer la redistribution forcée des grains disponibles. Il peut arriver qu'une dictature sauve de la famine et de la mort la population qu'elle soumet. Mais il ne faut pas se tromper d'efficacité. En rapprochement d'Amartya Sen (1999) qui pourtant s'appuie sur une histoire inverse (la famine disparaît d'Inde à partir de la décolonisation), la circulation et la redistribution, l'abaissement des obstacles ont raison des points noirs par l'établissement de solidarités à distance dont il faut encore définir les canaux. Dans l'exemple nigérien cité, l'armée a transformé le territoire de l'État en un lieu, instauré l'unité exhaustive de ce point de vue, le jugement sur la méthode étant hors sujet ici. Mais au fond, elle a surtout restauré ce qui avait été supprimé par la succession de plans de développement basés sur la production par vocation : restauré donc la circulation tout en empêchant le fonctionnement des règles du marché par la fixation des prix.

Évidemment, le nomadisme « primitif » ne s'observe plus comme « genre de vie » sinon de manière résiduelle. Mais il subsiste un nomadisme anthropologique qui a investi dans le mouvement plus que dans la terre, y compris chez ceux qu'on appelle « sédentaires ». On conçoit tout à fait, dans ces marges incertaines de l'écoumène, que l'établissement n'est que provisoire, que le lieu, le même ou un autre, par de toujours nouveaux croisements pourra ou devra se déplacer. J'ai pu montrer ailleurs comment cela se traduisait dans les structures de l'espace géographique, en particulier par une très faible hiérarchie entre les lieux et un fonctionnement réticulé pour lequel j'ai repris l'image du rhizome proposée par Deleuze et Guattari (1980) (Retaillé, 1992, 1993). Le développement passerait alors par un accroissement de la liberté de circuler, à l'inverse donc du processus spatial d'accumulation localisée. Mais il ne s'agit là que de théorie de l'espace et non de doctrine économique avec ses corrélats sociaux.

En effet, pour ce que j'en vois aujourd'hui, tant dans ce Sahel de mes débuts que dans le processus de mondialisation des dernières années, la condition de l'espace mobile c'est l'asservissement à la sédentarité (ou au nomadisme résiduel, contraint, avec ses délocalisations). Il y a là comme une inversion du mode sédentaire de l'espace où le pouvoir était foncier et les exclus sans foi ni loi, au moins sans terre ou sans capital. Il n'y aurait donc pas de différence de ce point de vue. Et si le partage de la terre et du capital paraissait révolutionnaire dans le monde d'hier, le développement politique dans le monde d'aujourd'hui, comme dans le monde d'avant-hier, tiendrait dans le partage du mouvement. Le développement, surtout par la diffusion de son mode capitaliste, a bien consisté à subtiliser le mouvement, du moins l'information qui permet d'exploiter les différences autant que le travail. C'est d'actualité.

Où sont les échelles paradoxales du développement ? Dans ce que le local sanctifié soit un local ancré, paré de toutes les valeurs assez factices de la démocratie participative, de la vérité du terrain et de l'authenticité (toutes choses très fortement incantatoires mais assez peu vérifiées sinon totalement infirmées) pour répondre à un local qui est beaucoup plus circonstanciel, dégagé de l'ancrage, exigeant la démocratie de mouvement. L'appartenance à distance, tout ce qui se loge sous l'expression de « fédéralisme horizontal » donc la liberté du rassemblement pour échapper à la concentration y sont convoqués. Or la pensée géographique savante est attachée à l'étendue donc à l'échelle et cela déborde sur la pensée commune, bornée spatialement (développement local, développement des territoires). Il en résulte, on le sait, une concurrence désastreuse. Le développement sans échelle (ou alors c'est une échelle sans barreau comme dit plaisamment J. Lévy) reste à produire concrètement malgré l'ampleur des mouvements humanitaires, écologistes, alter-mondialistes de tous bords. C'est que ceux-là sont restés pour la plus grande part dans un monde de sédentaires, fatalement géopolitique et où la concurrence ne peut être que la guerre.

Bibliographie

- ALTHUSSER L., 1974 – *Philosophie et philosophie spontanée des savants*. Paris : Maspero.
- BECK U., 2003 – *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*. Paris : Alto-Aubier.
- BERQUE A., 1999 – *Écoumène, introduction à l'étude des milieux humains*. Paris : Belin.
- CLÉRO J.-P. et MÉNISSIER Th., dir. – *L'idée de contrat social, genèse et crise d'un modèle philosophique*. Paris : Ellipses.
- CONDORCET, 1795 – *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, éd. 1988. Paris : GF – Flammarion.
- DELEUZE G. et GUATTARI F., 1980 – *Mille plateaux*. Paris : Éditions de Minuit.
- DESMARAIS G. et RITCHOT G., 2000 – *Géographie structurale*. Paris : L'Harmattan.
- DI MÉO G., dir., 2004 – « Composantes spatiales, formes et processus géographiques des identités ». *Annales de Géographie*, Paris, n° 638-639.
- DURAND M.-F., LÉVY J. et RETAILLÉ D., 1992 – *Le monde, espaces et systèmes*. Paris : Presses de Sciences Po.
- HABERMAS J., 1999 – *Après l'État-nation*. Paris : Fayard.
- HOBBS Th., 1651 – *Léviathan*. Introduction, traduction et notes de F. Tricaud. Paris : Édition Sirey, 1971.
- KHALDUN Ibn, 1378 – *La muqaddima*. Paris : La Pléiade, Gallimard, édition 2002.
- KANT E., 1795 – *Vers la paix perpétuelle*. Édition présentée par F. Proust. Paris : G.F. Flammarion, 1991.
- LEFEBVRE H., 1970 – *La manifeste différentialiste*. Paris : Idées, Gallimard.
- LEGROS R., 1990 – *L'idée d'humanité*. Paris : Grasset.
- LÉVY J., 1994 – *L'espace légitime*. Paris : Presses de Sciences Po.
- MAUSS M., 1923 – *Essai sur le don*, repris dans « Sociologie et anthropologie », présentation Cl. Lévy-Strauss. Paris : PUF, 1950.
- MOSCOVICI S., 1977 – *L'histoire humaine de la nature*. Paris : Champs, Flammarion.
- OLIVIER DE SARDAN J.-P., 1995 – *Anthropologie et développement*, essai en socio-anthropologie du changement social. Paris : Karthala.
- REBOUR Th., 2000 – *La théorie du rachat, géographie, économie, histoire*. Paris : Publications de la Sorbonne.
- RETAILLÉ D., 1992 – « Le Sahel, crise géographique ». In : ROBIC M.-C. – *Autrement dit géographique*. Paris : CNDP.
- RETAILLÉ D., 1992 – « Structures territoriales sahéliennes, le modèle de Zinder », *Revue de Géographie Alpine*, numéro hors série, collection Ascendance, volume II, p. 127-148.
- RETAILLÉ D. 1993 – « Sahel, approche systémique d'une crise géographique », *Rivista Geographica Italiana*, Annata del Centenario, fascicolo 4, p. 883-914.
- RETAILLÉ D., 1993 – *Représentations et enjeux du territoire au Sahel*, Dossier HDR, 6 volumes multigraphiés, université de Rouen.
- RETAILLÉ D., 2000 – « Y a-t-il un centre au monde ? » In : DUBOSCQ P. – *Le monde et la centralité*, Actes du colloque de Bordeaux. Bordeaux : MSHA, CNRS.

- RETAILLÉ D., 2005 – « L'espace mobile ». In : ANTHEAUME Benoît et GIRAUT Frédéric – *Le territoire est mort, vive les territoires*. Paris : IRD.
- RETAILLÉ D., à paraître – « De la justice spatiale à l'espace mobile : épistémologie et déontologie ». In : *Hommage à Alain Reynaud*. Reims : Travaux de l'Institut de Géographie de Reims, à paraître.
- RIST G., 1996 – *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*. Paris : Presses de Sciences Po.
- ROUSSEAU J.-J., 1762 – *Du contrat social*. Édition 10-18 présentée par H. Guillemin. Paris : Édition 10-18, 1973.
- ROUSSEAU J.-J., 1755 – *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité entre les hommes*. Introduction J. Roger. Paris : G.F. Flammarion.
- SAHLINS M., 1976 – *Âge de pierre, âge d'abondance*. Paris : Gallimard.
- SEN A., 1999 – *L'économie est une science morale*. Paris : La Découverte et Syros.
- SERRES M., 1990 – *Le contrat naturel*. Paris : F. Bourin.
- ZUMTHOR P., 1993 – *La mesure du monde, représentations de l'espace au Moyen-Âge*. Paris : Seuil.

Résumé

Le développement ouvre un problème géographique nécessitant une réponse travaillée et non une application automatique de recettes techniques localisées. L'échelle des doctrines et l'échelle de l'action sont à l'opposé, globale et locale. Penser globalement et agir localement ne sont que des incantations tant qu'une réflexion sur l'espace des sociétés n'a pas été conduite. Cet article repose sur les modèles sahéliens de l'espace pour aborder les thèmes du contrat social et spatial et celui de la nature de l'espace mobile.

MOTS-CLÉS : Afrique, Sahel, espace mobile, espace du contrat, développement.

Abstract

What is the impact of globalization on local development ? The paradoxical scales of development.

Development purpose opens a geographical question requiring lot of thought responses and not only automatically and technical localized ones. Doctrines scales and actions scales are vertically opposite, global and local. Think globally and do locally is only an incantation if social and cultural space is not well known. This paper uses Sahelian spatial patterns to exemplify the subjects of social and spatial contract, and that about the nature of mobile space.

KEYWORDS : Africa, Sahel, mobile space, space of contract, development.